



ASSEMBLEE GENERALE

VENDREDI 22 NOVEMBRE 2013.

✓ Le contexte économique et politique de notre activité syndicale :

Depuis le 18 novembre 2010, date de création de la section CGT Finances Publiques des Hautes Pyrénées, nous nous sommes attachés à conjuguer développement des luttes, convergences d'action et démarche unitaire pour obtenir la satisfaction des revendications et œuvrer à la transformation sociale.

Qu'il s'agisse des questions de société, comme celle de l'avenir des retraites, ou des missions de service public, des droits et garanties des agents, le syndicat s'efforce d'offrir aux agents de la DGFIP des propositions et perspectives permettant de rompre avec les politiques destructrices qu'ils connaissent depuis des années.

En 2012, faisant le constat des dix années de gouvernement de droite et notamment sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, la CGT a clairement appelé à battre le locataire de l'Elysée.

Le changement à la tête de l'exécutif et du législatif ne s'est pas traduit par un changement de cap. Hormis la mesure très partielle de retour à la retraite à 60 ans pour les carrières longues, le gouvernement a emboîté le pas de ses prédécesseurs, multipliant les signes d'une aggravation des politiques d'austérité (reculs multiples en matière d'imposition du capital, aucun signe de relance par les salaires – aucune augmentation significative du SMIC ou des minimas sociaux- gel du point d'indice pour les fonctionnaires, remise en cause du droit du travail (signature de l'Accord National Interprofessionnel) , réduction des dépenses publiques, loi de financement de la sécurité sociale restrictive, poursuite de la casse de la retraite par répartition avec le passage de la durée de cotisation à 43 ans et la continuation de la réforme Sarkozy que les socialistes avaient combattu, poursuite de la RGPP sous une dénomination différente : la Modernisation de l'Action Publique.....

La politique conduite par le gouvernement conduit à l'explosion du chômage, au développement des inégalités et de la précarité.

Pour la DGFIP cette politique se traduit par de nouvelles suppressions d'emplois massives (1988 pour 2013, près de 30 000 en 12 ans), des budgets de fonctionnement en baisse, la déclinaison de la MAP au travers de la démarche stratégique qui conduit aux abandons de mission et à la remise en cause des droits et garanties des agents.

Dans le même temps, on assiste dans nos services à une dégradation accélérée des conditions de travail et au développement des souffrances psychologiques (le dernier rapport des acteurs de la Prévention de Bercy pour l'année 2012 est à cet égard très alarmant).

Le mécontentement du monde du travail vis-à-vis des renoncements du gouvernement est croissant et se cristallise aujourd'hui dans le mouvement anti-fiscal que les partis réactionnaires, l'extrême droite et le MEDEF utilisent.

Dans la période actuelle, le patronat avance en rang serré et veut profiter par tous les moyens de la faiblesse gouvernementale (faiblesse vis-à-vis du capital) pour mener à bien son plan de campagne. Dernièrement, Gattaz, le patron des patrons, a transmis un courrier aux chefs d'entreprise où il insiste sur le caractère historique de la période, employant des termes sans ambiguïté : « la France à la croisée des chemins », « il faut se battre », « il faut saisir les maires, sénateurs et députés » pour bien signifier que le problème de la France c'est le coût du travail, l'assistanat, la charge fiscale et sociale pesant sur les entreprises.

Il conclut sa missive en insistant sur le combat idéologique à mener au sein de l'entreprise auprès des salariés afin de démontrer la nécessité d'en finir avec le modèle social français.

La période actuelle est dangereuse pour les salariés et les citoyens en général (jamais sans doute depuis les années 30, et la période de la guerre d'Algérie, l'extrême droite n'avait eu autant les coudées franches dans notre pays). Face au désarroi (pour ne pas dire plus) des salariés, la CGT, de par sa trajectoire, sa pensée, est sans doute la seule organisation capable de remettre de la cohérence dans la pensée des salariés.

Les semaines à venir seront l'occasion de développer une campagne nationale sur le coût du capital, le partage des richesses et la réforme fiscale.

De même une campagne sera engagée avec Solidaires et la FSU sur la montée des idées d'extrême droite dans le pays.

A la CGT finances Publiques, ce sont autant de thèmes que, bien entendu, nous développerons.

Nous sommes par ailleurs à la veille du prochain Conseil National de notre syndicat qui se tiendra les 26 et 27 novembre 2013 ainsi que des états généraux de la DGFIP qui se dérouleront à la Bourse du Travail à Paris le 4 décembre 2013 à l'appel de la CGT/Solidaires/FO/CFDT.

Cette assemblée générale doit être un moment privilégié de débats et d'échanges qui doit nous permettre d'évaluer notre activité, notre outil syndical et tracer des pistes pour la réaffirmation des idées de progrès et de justice sociale.

Service public, statut, emploi, salaires, protection sociale, stratégie syndicale, démarche interprofessionnelle.

Autant de thèmes que nous vous proposons d'aborder dans ce document et au cours des débats.



✓ Conséquences :

Dans ce cadre, et conformément aux orientations et décisions de la CGT, la CGT Finances Publiques doit être présente durablement sur la question de l'emploi, des salaires, des retraites et sur le développement des services publics afin de mieux répondre aux besoins sociaux de tous.

A ce titre, le combat contre la MAP, la réforme des collectivités territoriales, la déréglementation, la marchandisation des services publics doit être une préoccupation constante de notre section ainsi que dans le travail de propositions pour une réforme fiscale d'ampleur.

En matière de réforme de l'Etat, il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que la fusion DGI/DGCP a été, et constitue pour le gouvernement actuel un des chantiers principaux de la Modernisation de l'Action Publique déclinée sous le nom de Démarche Stratégique.

Pour le Ministre et le Directeur général, la fusion serait considérée comme achevée, ouvrant la voie à des « réformes » dites de fonds dans l'exercice des missions, les droits et garanties des agents, les restructurations.....

De manière plus générale, le gouvernement a également engagé un agenda social dans la Fonction Publique devant aboutir à une vision « rénovée » du statut et des questions de mobilité.

A cet égard les rapports récents sur la mobilité et le statut commandés par Marilyse Lebranchu ainsi que les vellétés en matière indemnitaire sous la forme de l'Indemnité de Fonction de Sujétion et d'Expertise (IFSE) doivent conduire la CGT Finances Publiques à réaffirmer les principes qui fondent le service public et jouer pleinement son rôle dans le processus de mobilisation et d'action dans son champ d'intervention qui est au cœur des enjeux actuels.

POUR LA CGT Finances publiques IL FAUT REAFFIRMER :

La question salariale :

Préoccupation constante, la question des salaires doit être portée plus fortement, et ce d'autant plus que nous entamons la troisième année de gel du point d'indice.

Rappelons que la perte de pouvoir d'achat du point d'indice est de l'ordre de 25 % depuis vingt ans, que l'on assiste à un tassement des grilles indiciaires et à une véritable SMICARDISATION des agents de l'Etat.

La réforme de la grille des C ne permet en aucun cas d'arrêter cette tendance.

Pour la première fois depuis les décrets Laval de 1935 le salaire net des fonctionnaires aura baissé en 2010/2011/2012 sous l'effet de l'augmentation des cotisations retraite.

Une semaine d'action est prévue sur la question salariale dans la Fonction Publique dans la semaine du 9 au 13 décembre 2013.

L'emploi :

Les prochains CT emploi se tiendront en janvier 2013. En douze ans notre département a perdu plus de 120 d'emplois. Dans cette hémorragie, la catégorie C a payé le prix fort (60 % des suppressions d'emplois en moyenne) et contribué à la revalorisation indiciaire des cadres A+.

Il nous faut réfléchir, dans la continuité des états généraux de la DGFIP du 4.12.2013, aux modalités d'action locales et nationales.

La période politique actuelle doit être pour nous l'occasion de réaffirmer la nécessité de l'emploi public, facteur de cohésion sociale et de solidarité et d'agir en direction des élu(e)s et des partis politiques.

DEROULEMENT DE CARRIERE :

La CGT revendique que le recrutement à la DGFIP s'effectue par la voie du concours directionnel national afin d'assurer une égalité de traitement entre tous les candidats.

La CGT revendique la carrière linéaire pour les agents, c'est-à-dire une seule et unique grille indiciaire au sein de chaque corps.

Les grades actuels n'ont aucune justification.

Une grille unique à amplitude plus importante avec un rythme d'avancement d'échelon plus rapide et régulier, correspond mieux à la reconnaissance des connaissances professionnelles acquises par l'ancienneté.

La CGT revendique que l'amplitude de chaque corps double à minima entre l'indice de début de carrière et de fin de carrière.

A cet égard la réforme de la grille C reste parcellaire et totalement insuffisante.

La CGT s'oppose également à la liste d'aptitude marquée par son caractère arbitraire et revendique son remplacement par un réel examen professionnel.

Protection sociale, retraite :

- 1993 Réforme Balladur/Veil pour le privé.
- 2003 : Réforme Fillon pour la Fonction Publique
- 2007 : Réforme Fillon pour les régimes spéciaux.
- 2010 : Réforme Woerth.
- 2013 : Réforme Sarkozy entérinée et aggravée par Hollande sur injonction des détenteurs de capitaux et de la Commission européenne.

Ces réformes successives n'auront rien réglé concernant le financement, s'interdisant toute nouvelle recette, mais auront toutes recherché le même but : remise en cause de l'âge ouvrant droit au départ, augmentation de la durée de cotisation pour le taux plein, baisse du niveau des pensions, affaiblissement et remise en cause du système par répartition.

Pour la CGT le dossier Retraite comme celui de la protection sociale est au centre de la question de la répartition des richesses. La thématique du coût du travail est employée pour saper les bases de la protection sociale solidaire alors que le vrai coût qui pèse sur notre économie est bien le COÛT DU CAPITAL.

Dès à présent la CGT va engager une campagne nationale sur cette thématique, exigeant du gouvernement un changement radical d'orientation..

SANTE AU TRAVAIL :

La priorité pour la CGT c'est la prévention et l'amélioration des conditions de travail pour éliminer les risques de maladies professionnelles.

La souffrance au travail est aujourd'hui un fait avéré. Pour preuve, le dernier CHSCT Ministériel (15.10.2013) a fait le constat d'une dégradation de la situation à tous les niveaux (explosion des arrêts maladie, tentative de suicide sur les lieux de travail, perte des solidarités, tension dans les services.....)

Nous devons nous donner les moyens d'être plus présents et plus actifs au sein des CHSCT. Il ne peut être question pour nous de nous cantonner à une action sur des soins palliatifs visant uniquement à traiter les dégâts des politiques régressives mises en œuvre.

Se préoccuper des conditions de travail c'est se préoccuper du contenu des missions, de l'emploi, des réformes, des droits et garanties collectives, du droit d'intervention des agents dans l'organisation du travail, des relations hiérarchiques, des modes de pilotage et de actions de prévention et de traitement des situations sources de souffrances.

L'INTER-PRO :

➤ La participation à l'interpro est un enjeu fondamental pour tous les syndicats de la CGT. La démarche de la CGT est de mettre en œuvre un syndicalisme rassemblé de conquêtes sociales.

Pour y parvenir son objectif est de rassembler l'ensemble des salariés afin de créer les conditions d'un réel rapport de forces susceptible d'imposer d'autres choix.

➤ Trois camarades sont membres de la Commission exécutive de l'UD: Valérie Massip, Jean Marie Lefebvre et José Navarro. Une camarade est à la CFC (Commission financière de contrôle) Encarnita Cerrillo.

Deux camarades retraités sont membres de l'union Locale de Tarbes : Marie Birou et Marc Maisonneuve.

➤ Les objectifs sont clairs :

- ♦ Mutualiser une partie de nos moyens afin de redéployer la CGT sur des secteurs plus faiblement syndiqués.
- ♦ Tisser des liens nécessaires de convergences avec les autres salariés et construire les solidarités.
- ♦ Contribuer, en participant au plan départemental de syndicalisation, à la résorption des déserts syndicaux dans le département.

Le SYNDICAT : c'est la base de l'organisation de la CGT.

Il doit être un lieu de vie et de débats pour construire les revendications, chaque syndiqué doit prendre sa place et être acteur des décisions prises collectivement.

➤ La Commission exécutive :

C'est l'organe de direction du syndicat composé de camarades issus des différents services et de retraités. Chaque membre élu de la Commission exécutive est un dirigeant à part entière de la direction du syndicat qui participe pleinement aux prises de décisions et à leur mise en œuvre.

➤ Le Bureau : Le bureau a pour rôle l'animation quotidienne du syndicat. Chaque membre a la responsabilité d'une activité (organisation, politique financière, communication, formation).

Il propose des initiatives à la Commission exécutive qui les valide et qui les met en œuvre.

➤ Les élu(e)s :

Les élu(e)s en CAP et CT, les mandatés en CHSCT et CDAS sont porteurs des revendications définies par la CGT. A ce titre, ils sont au cœur de la vie syndicale et s'impliqueront pleinement dans le fonctionnement du syndicat..

Le collectif des retraités :

La continuité syndicale est un enjeu pour la CGT finances Publiques et pour la CGT toute entière. Les retraités sont des acteurs syndicaux à part entière. Ils doivent pouvoir contribuer à l'activité du syndicat. Le lien Actif/retraité doit être renforcé pour assurer une bonne continuité syndicale.

L'organisation :

La qualité de vie syndicale exige une bonne connaissance de nos forces organisées.

Connaître précisément le nombre des syndiqués, le niveau de formation des militants fait partie des responsabilités du camarade en charge de l'organisation.

Bien connaître son syndicat et celles et ceux qui le composent, c'est mieux maîtriser nos forces pour un déploiement efficace de la CGT.

La Politique Financière :

La tenue rigoureuse des comptes et de cogiciel est indispensable. Le camarade en charge de la trésorerie en est responsable, mais la question des finances du syndicat doit être une préoccupation de chacun. La solution pour assurer les moyens au syndicat passe aussi par le renforcement qui doit être un souci permanent.

La Communication :

Il n'est pas inutile de rappeler la place que tient la communication dans notre société. C'est un outil essentiel., Direction et gouvernement ne s'en privent pas, avec d'énormes moyens.

La communication est au service de notre stratégie. Au moment où nous affrontons des dossiers de plus en plus complexes, nous devons être en capacité de lier les projets nationaux et Européens dont les conséquences sont vécues quotidiennement par les agents.

Ceci implique de gros efforts, de notre part, pour développer une communication à la hauteur, efficace et réactive.

Le site internet de notre syndicat a largement contribué à cet effort d'information (26 000 consultations recensées depuis son lancement). De même nous nous sommes tenus à la publication systématique de comptes rendus les plus complets possibles des réunions de CAP, CT, groupes de travail...

Il nous faut également parvenir à assurer en 2014 la publication d'un journal trimestriel. Cela impliquerait la constitution d'un comité de rédaction restreint chargé d'organiser « l'alimentation » en articles de cette publication.

Ce comité aura pour objectif de proposer un journal attractif et accessible qui ne s'interdira pas l'humour (bien au contraire) et à diffuser régulièrement.

La formation syndicale :

La bonne qualité de vie syndicale dépend pour beaucoup de la formation.

Elle permet aux militant(e)s, élu(e)s et mandaté(e)s de mieux maîtriser les enjeux socio- économiques , le contexte dans lequel nous évoluons et d'améliorer leurs connaissances dans tous ses aspects.

Pour un développement durable de la CGT il est indispensable de donner un nouveau souffle à la formation syndicale.

L'enjeu est de permettre à chaque syndiqué, dès son adhésion d'être acteur de son organisation.

Des formations syndicales existent au niveau du syndicat national (accueil, élu(e)s en CE, « *mieux lire mieux écrire* », élu(e)s en CAP et CT..) mais également au niveau interpro.

Si 31 adhérents ont suivi des formations CGT Finances aucun n'a suivi de formation interpro en 2013.

A l'évidence il nous appartient de nous fixer comme IMPERATIF une plus grande participation aux formations de l'UD.

Les élections professionnelles 2014, l'affaire de toute la CGT

Contrairement aux élections de 2011, les trois versants de la Fonction publique, Etat, Hospitalière et Territoriale, sont concernés par ce prochain scrutin qui se déroulera le 4 décembre 2014 (a priori).

Cette élection qui concerne près de 5,2 millions de fonctionnaires et agents non titulaires constitue bien un enjeu majeur pour la CGT.

L'objectif sera de gagner le vote CGT partout, de rester la 1ère organisation syndicale représentative dans la Fonction publique (25,44% pour les 3 versants) et de le devenir dans la FP d'Etat, de conforter notre 1ère place au ministère et de progresser à la DGFIP.

La Confédération, l'UGFF et la Fédération des finances se sont dès l'été emparées de cette question afin d'enclencher le processus de campagne de façon offensive.

La Confédération s'engage fortement dans cette campagne pour faire de ces élections l'affaire de toute la CGT, dans les territoires comme dans les champs professionnels. Elle a mis en place un collectif confédéral dédié aux élections qui s'est déjà réuni trois fois. Il a défini plusieurs axes de travail tant sur la méthode que sur la conception de la campagne :

- dispositif de travail visant à produire des éléments de connaissance au CCN, à définir un plan de communication et à apporter une aide à l'appropriation du processus électoral,

- sur le déroulé de la campagne, trois phases sont prévues : une d'appropriation et de connaissance, une de déploiement en direction de nos zones dites « de faiblesse », une sur le vote CGT (campagne de communication, initiatives, rencontres avec les salariés). En matière de communication, le collectif a proposé plusieurs axes de travail :

- Création d'un logo de campagne,

•Création d'un site dédié «grand public» sur le site confédéral,
Blog unique et réservé pour les organisations du CCN avec toutes les publications fédérales et confédérales concernant l'élection ainsi qu'une base de données dites de connaissance, □ Mise en place d'un bulletin d'information mensuel du collectif confédéral (le 1er est joint),

•Rubriques régulières dans les publications de la CGT (NVO, ensemble),

• Planification de la dernière ligne droite de la campagne intégrant les membres de la direction confédérale sur les initiatives publiques et de déploiement,

Un« Guide Juridique du fonctionnaire » sera créé avec la NVO qui sera intégré ou non à la campagne électorale.

Enfin la confédération impulse la création dans toutes les UD de collectifs « élections professionnelles » des 3 versants ; les comités régionaux seront aussi sollicités dans la campagne. L'objectif est d'animer et d'impulser une campagne au plus près des salariés et d'identifier des priorités de déploiement là où la présence de la CGT est faible.

Nous sommes maintenant à 13 mois du scrutin et à 12 mois de la date du dépôt des listes prévu le 23 octobre. L'enjeu de cette 2ème élection depuis la fusion est majeur. C'est donc le moment de s'y mettre.

Les axes de la campagne CGT :

Les axes de campagne qui relèveraient de notre champ d'intervention (en complément des axes qui seront définis par nos autres structures CGT) pourraient être :

- **Toutes les missions de la DGFIP en lien avec l'emploi et l'avenir du réseau,**
- **La défense et l'amélioration des Droits et garanties des personnels, du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers, la reconnaissance des qualifications,**
- **La santé au travail et les conditions de vie au travail,**
- **Les non titulaires.**

Les échanges du Conseil National devront nous permettre de confirmer ou d'affiner les propositions d'axes revendicatifs à porter pendant la campagne.



Mes notes :